

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE

Aide relative aux travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations éligibles
au fonds de prévention des risques naturels majeurs (dit fonds Barnier),
dans le cadre d'un programme d'action de prévention des inondations

au titre du 6° du I de l'article L. 561-3 du code de l'environnement

FORMULAIRE « P » APPLICABLE AUX PROPRIÉTAIRES OCCUPANTS OU LOCATAIRES D'UN BIEN À USAGE D'HABITATION

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

Date de dépôt de la demande	Numéro d'enregistrement

1. IDENTIFICATION DU BÉNÉFICIAIRE DE LA SUBVENTION

NOM, Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : |_|_|_|_|_| Commune : _____

Téléphone fixe : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Mobile : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Mél : _____

Date de naissance : _____ Lieu de naissance : _____

Numéro de sécurité sociale : _____

2. LE CAS ÉCHÉANT, IDENTIFICATION DU REPRÉSENTANT LÉGAL OU DU MANDATAIRE

NOM, Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : |_|_|_|_|_| Commune : _____

Téléphone fixe : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Mobile : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Mél : _____

Agissant en tant que : représentant légal du bénéficiaire mandataire du bénéficiaire.

3.a LOCALISATION DU PROJET

Références cadastrales (section + numéro parcelle) : _____

Adresse du bien concerné : _____

Code postal : |_|_|_|_|_|_| Commune : _____

Date prévisionnelle de début de réalisation du projet : /2021 (mois, année)

Date prévisionnelle de fin de réalisation du projet : / 2021 (mois, année)

La commune est couverte par un PPRI (plan de prévention des risques inondation) : oui / non

Si OUI, mon bien est situé dans la zone réglementaire du PPRI : _____ (Ri1 / Ri2 / Ri3 / Ri4 / Rid / Rip / hors zone)

3.b DESCRIPTION DU PROJET

Description sommaire du projet :

Un (auto-)diagnostic de vulnérabilité du bien face au risque inondation a été réalisé : oui / non

4. DÉTAIL ET MONTANTS DES INVESTISSEMENTS PRÉVUS ET MONTANT DE L'AIDE DEMANDÉE

Il convient de joindre au présent formulaire le diagnostic de vulnérabilité aux inondations prévu au 6° du I de l'article L. 561-3 du code de l'environnement, ainsi que les devis relatifs aux travaux objets de la demande d'aide.

Rappel : L'ensemble des investissements doivent avoir été identifiés dans le diagnostic de vulnérabilité aux inondations prévu au 6° du I de l'article L. 561-3 du code de l'environnement et correspondre à l'un des items de l'article 1^{er} de l'arrêté du 11 février 2019 établissant la liste des types de travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations éligibles au fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM), dans le cadre d'un programme d'action de prévention des inondations (PAPI).

Le taux maximal d'aide au titre du FPRNM est de 80 %, aide plafonnée à 80 % de 10 % de la valeur vénale ou estimée du (des) bien(s) à usage d'habitation.

Libellé de l'investissement	Fournisseur ou prestataire	Item correspondant de l'arrêté susmentionné (indiquer, par exemple a), b), s)...))	Montant du devis (TTC, en €)	Date du devis
			_ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ / _ _ _ _
			_ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ / _ _ _ _
			_ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ / _ _ _ _
			_ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ / _ _ _ _
			_ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ / _ _ _ _
			_ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ / _ _ _ _
			_ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ / _ _ _ _
TOTAL			_ _ _ _ _ _ , _ _	
MONTANT DE L'AIDE DEMANDÉE AU TITRE DU FPRNM			_ _ _ _ _ _ , _ _	

Valeur vénale ou estimée du (des) bien(s) à usage d'habitation (joindre les pièces justificatives) :

5. ASSURANCE DES BIENS CONCERNÉS

Le dossier de demande d'aide doit inclure :

- a) Un document attestant de la souscription pour les biens faisant l'objet de la présente demande d'aide d'un contrat d'assurance dommages en cours de validité ;
- b) En cas de sinistre déjà survenu, une attestation de l'entreprise d'assurance du propriétaire indiquant le montant des indemnités versées au titre de la garantie contre les effets des catastrophes naturelles et la nature des travaux de remise en état pour lesquels ces indemnités ont été versées, ainsi que la copie des factures d'entreprises ayant réalisé ces travaux ou, dans le cas où ces travaux n'ont pas été réalisés, un devis détaillé permettant d'identifier les travaux de remise en état susceptibles de contribuer à la réalisation des opérations, études et travaux de prévention et le surcoût éventuel généré par ces derniers.

6. ENGAGEMENTS ET SIGNATURE DU DEMANDEUR

Je, soussigné(e) (NOM, Prénom) : _____

atteste sur l'honneur :

- le cas échéant, avoir pouvoir pour représenter le bénéficiaire dans le cadre de la présente demande d'aide ;
- que les informations ou données portées dans la présente demande d'aide ou provenant d'un système d'échange de données mentionné à l'article L. 113-12 du code des relations entre le public et l'administration, notamment celles relatives aux demandes de subventions déposées auprès d'autres financeurs publics ainsi que, le cas échéant, l'approbation du budget par les instances statutaires, sont exactes et sincères ;
- **que ce projet n'a pas reçu de commencement d'exécution à la date de dépôt de la présente demande d'aide (le commencement d'exécution se détermine à compter du premier acte juridique qui lie le bénéficiaire de l'aide au fournisseur ou à l'entreprise : bon de commande, devis signé, premier virement quel qu'en soit le montant, engagement écrit...)** ;

m'engage à :

- fournir au service instructeur les documents nécessaires à l'instruction de mon dossier ;
- utiliser la subvention qui m'est allouée pour la mise en œuvre des travaux mentionnés dans la partie 4 ci-dessus ;
- conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant dix années à compter du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire ;
- accepter et faciliter les contrôles ;

suis informé(e) que :

- en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes engagements, je devrai rembourser en tout ou partie les sommes perçues, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Si les travaux sont exécutés par un exploitant ou un gestionnaire locataire des biens, le dossier de demande d'aide comprend en outre une déclaration sur l'honneur du locataire selon laquelle le propriétaire ne s'est pas opposé aux travaux et n'a pas déclaré les entreprendre lui-même.

Fait à _____ , le |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_|

Signature du demandeur

(signature du bénéficiaire de l'aide ou, le cas échéant, de son représentant légal ou de son mandataire)

7. MENTION LÉGALE

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique à ce formulaire. La fourniture des données qu'il contient est obligatoire. La loi vous donne droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant, en vous adressant au service auquel vous transmettez ce formulaire.

Pièces à joindre au formulaire de demande d'aide :

Cochez les cases des documents présents dans l'envoi de votre demande de subvention.

	1	Le diagnostic de vulnérabilité aux inondations des biens concernés
	2	Une pièce justificative relative à la valeur vénale ou estimée des biens concernés
	3	Le(s) devis relatif(s) aux travaux faisant l'objet de la présente demande d'aide
	4	Un document attestant de la souscription pour les biens faisant l'objet de la demande d'aide d'un contrat d'assurance dommages en cours de validité
	5	En cas de sinistre déjà survenu, et si l'assurance a pris en charge une partie des travaux concernés par la présente demande d'aide : - une attestation de l'entreprise d'assurance du propriétaire indiquant le montant des indemnités versées au titre de la garantie contre les effets des catastrophes naturelles et la nature des travaux de remise en état pour lesquels ces indemnités ont été versées, - ainsi que la copie des factures d'entreprises ayant réalisé ces travaux, - ou, dans le cas où ces travaux n'ont pas été réalisés, un devis détaillé permettant d'identifier les travaux de remise en état susceptibles de contribuer à la réalisation des opérations, études et travaux de prévention et le surcoût éventuel généré par ces derniers.
	6	Si les travaux sont exécutés par un exploitant ou un gestionnaire locataire des biens, une déclaration sur l'honneur du locataire selon laquelle le propriétaire ne s'est pas opposé aux travaux et n'a pas déclaré les entreprendre lui-même <u>ou</u> une attestation sur l'honneur du propriétaire directement.
	7	Un plan de localisation du bien
	8	Le cas échéant (notamment dans la création d'une pièce refuge), la notification du permis de construire ou de la déclaration préalable et les plans du projet.
	9	Un RIB
	10	Copie de la carte vitale
	11	Copie de la carte d'identité

Attention : Le nom indiqué sur les devis et sur le RIB doit impérativement être identique à celui du demandeur de la subvention.